

INSTITUT MONTAIGNE



EUROPE / MONDE

Traité d'Aix-la-Chapelle : un an après, où en est-on ?

Regards croisés entre Franziska Brantner et Alexandre Robinet-Borgomano

INTERVIEW - 23 JANVIER 2020

Le 22 janvier 2019, la Chancelière Angela Merkel et le Président Emmanuel Macron signaient à Aix-la-Chapelle un "traité de coopération et d'intégration franco-allemand". Un an plus tard, l'Institut Montaigne a reçu à Paris Franziska Brantner, Députée au Bundestag, porte parole pour l'Europe des Verts allemands. Alors que les Verts apparaissent comme la force montante de la vie politique allemande, le point sur leur vision de l'Allemagne et sur la fragilité d'une relation franco-allemande indispensable pour la refondation de l'Europe.



Franziska Brantner
DÉPUTÉE AU BUNDESTAG

Le traité d'Aix-la-Chapelle, signé il a un an, prévoyait un renforcement de la

convergence entre la France et l'Allemagne. Dans quels domaines de la coopération franco-allemande les progrès les plus importants ont-ils été réalisés et quels sont les nouveaux points d'incompréhension entre les deux pays ?



Alexandre Robinet-Borgomano

RESPONSABLE DU PROGRAMME EUROPE

FRANZISKA BRANTNER : Les relations franco-allemandes sont très importantes, mais elles sont à un des points les plus bas de leur histoire. Le traité d'Aix-la-Chapelle n'a pas permis de prendre un nouvel élan. Au lieu de cela, la relation continue à être simplement gérée et le partenariat ressemble à un mariage de convenance. **À cette date, il n'y a eu qu'un accord, celui sur les armements.** D'autres projets concrets tels que le Fonds des citoyens ont été mis en œuvre par le Bundestag et non par le gouvernement. Une chose est claire : **L'Allemagne et la France peuvent et doivent faire beaucoup plus et beaucoup mieux ensemble.**

ALEXANDRE ROBINET-BORGOMANO : Au début de son quinquennat, Emmanuel Macron a fait du rapprochement franco-allemand l'une de ses priorités. Le traité d'Aix-la-Chapelle, qui prévoyait notamment la création d'une zone économique franco-allemande unifiée, participe pleinement de cette ambition. Malgré des avancées significatives depuis la signature du Traité - dans le domaine de la politique industrielle ou dans celui des exportations d'armement - la relation franco-allemande est aujourd'hui fragilisée. **L'Allemagne reproche au gouvernement français ses sorties sur la "mort cérébrale" de l'Otan ou le veto opposé à l'élargissement.** Quant à la France, il semble qu'elle n'attende plus grand-chose de la grande coalition qui gouverne à Berlin et cherche désormais en Europe centrale et orientale de nouveaux alliés.

En juin de cette année, l'Allemagne prendra la présidence de l'Union européenne. Comment l'Allemagne voit-elle l'évolution de sa position en Europe et la position de l'Europe dans le monde ? Quelle influence cette perception pourrait-elle avoir sur les priorités de l'Allemagne pour l'UE ?

Nous voulons que l'UE devienne plus verte, plus sociale et plus démocratique.

FRANZISKA BRANTNER : L'Allemagne porte une responsabilité spéciale pour l'UE en 2020. Beaucoup de nos voisins européens nous regardent avec espoir. Jusqu'à présent, le gouvernement allemand n'a même pas indiqué

quelles priorités il entend poursuivre. **Nous voulons des avancées communes et non pas d'initiatives nationales non coordonnées, comme le gouvernement l'a fait pour son plan climatique.**

Nous voulons que l'UE devienne plus verte, plus sociale et plus démocratique. C'est pourquoi nous avons déposé une motion avec nos exigences pour la présidence de l'UE au Bundestag.

ALEXANDRE ROBINET-BORGOMANO : L'Allemagne s'est longtemps trouvée dans une situation ambivalente vis-à-vis de l'Europe : trop grande pour équilibrer le jeu des puissances et trop faible pour la dominer... Avec une Commission présidée par l'Allemande Ursula von der Leyen et une présidence allemande du Conseil à partir de juin, l'Europe portera les couleurs de l'Allemagne en 2020. Mais cette nouvelle direction ne devrait pas provoquer de grand sursaut : **la priorité européenne de l'Allemagne réside avant tout dans le maintien d'un édifice dont elle connaît les fragilités.** Le grand défi de la présidence allemande résidera par ailleurs dans sa capacité à définir une ligne européenne commune face à la Chine.

Les Verts allemands sont dans une dynamique électorale favorable qui pourrait les conduire à entrer au gouvernement. Pensez-vous qu'une alliance entre les conservateurs et les Verts aujourd'hui soit une option possible pour l'Allemagne ?

ALEXANDRE ROBINET-BORGOMANO : Certains espèrent qu'une alliance entre les conservateurs et les Verts permettra de sortir l'Allemagne de l'immobilisme, dans la mesure où la coalition actuellement au pouvoir souffre de la faiblesse du SPD.

Le conservatisme vert est évidemment une option à laquelle les dirigeants des deux partis se préparent, en réfléchissant notamment au moyen de renouveler l'économie sociale de marché par l'écologie. La CSU, la branche la plus conservatrice de la droite allemande, a d'ailleurs opéré sa mue écologique l'an passé. Cette alliance des conservateurs et des verts devrait être plus équilibrée qu'en Autriche, les Verts ayant déjà l'expérience du pouvoir en Allemagne et la CDU défendant une ligne plus modérée sur la question migratoire.

Cette alliance des conservateurs et des verts devrait être plus équilibrée qu'en Autriche, les Verts ayant déjà l'expérience du pouvoir en Allemagne.

FRANZISKA BRANTNER : Dans le Baden-Württemberg, les conservateurs et les Verts gouvernent ensemble. Ce n'est pas facile du tout ! Nous voulons aussi faire passer le plus possible de nos projets politiques au sein d'un futur

gouvernement fédéral, c'est pour cela que nous nous battons. **Le parti vert vient de fêter nos 40 ans d'existence. Nous sommes fiers du chemin parcouru tout en sachant le chemin qu'il reste à parcourir.**

Copyright : Ludovic MARIN / AFP

Institut Montaigne

59, rue la Boétie 75008 Paris

© Institut Montaigne 2017

